

Insalubrité, accès à la mer, écoles et gros sous... les dossiers chauds du conseil municipal

Ce vendredi 10 février, les élus municipaux marseillais sont appelés à se pencher sur quelque 89 dossiers. Le menu n'est pas très copieux. Mais les conseillers municipaux devraient tout de même trouver de quoi s'y rassasier, le temps des débats sur les orientations budgétaires.



Le conseil municipal de Marseille en 2021. (Photo : Emilio Guzman)

Avec quelque 90 rapports inscrits à son ordre du jour, ce conseil municipal pourrait annoncer des débats concis entre les 101 élus municipaux qui sont conviés dans l'hémicycle. Rien n'est moins sûr pourtant puisque celui-ci comprend, entre autres gros morceaux, le vote du budget municipal 2023. Lors de la rituelle conférence de presse qui défriche les thématiques de la séance à venir, Joël Canicave, l'adjoint aux finances de Benoît Payan, a défendu les grands axes d'une politique budgétaire qu'il place dans la continuité des précédents exercices. Ce qui ne manquera pas de soulever les critiques et remarques d'une opposition de droite prompt à s'exprimer sur ce terrain-là.

Autres sujets chauds sur lesquels les élus de la majorité pourraient être amenés à ferrailer avec ceux des groupes d'opposition : la facture du [" plan écoles qui gonfle \(lire notre article du jour\)](#) , le projet de verdir la ville avec la plantation de [300 000 plants forestiers](#), la subvention accordée [à Richard Martin au théâtre Toursky](#) ou encore le suivi par la municipalité des arrêtés d'insalubrité des logements...

UN BUDGET DANS LA CONTINUITÉ

Plus, plus, plus... Résolument "*volontariste*", le budget 2023 se veut celui de la continuité pour une municipalité qui se décrit "*au travail*" afin de tenir ses engagements, ceux d'une ville "*plus verte, plus juste, plus sûre, plus fraternelle et plus attractive*". Avec la hausse des impôts fonciers l'an dernier et l'arrivée d'une [nouvelle dotation de solidarité](#) de la métropole de 15 millions d'euros, fruit des négociations entreprises dans le cadre de la loi 3DS, la Ville voit progresser ses ressources même si l'inflation grignote inmanquablement le budget du fonctionnement comme celui de l'investissement. À ce titre, la majorité poursuit le [plan d'investissements pour Marseille](#) (PIM), sans inscrire au budget un plan pluriannuel d'investissement en bonne et due forme.

" *C'est peut-être un budget de continuité, je considère qu'il est surtout insipide* ", constate Pierre Robin qui prendra la parole pour le groupe Les Républicains. Il pointe notamment les promesses non tenues en matière de recrutement. "*Ils reportent*



sur 2023 les embauches qu'ils n'ont pas réalisées l'an dernier , note-t-il. En trois ans, on arrive péniblement aux effectifs de 2019. Je crois qu'il faut saluer l'exploit ". De la même façon, il déplore des investissements dont la hausse serait nourrie par la hausse des matières premières. " En commission, j'ai une nouvelle fois demandé la liste des projets concernés avec l'état d'avancement de chacun d'eux, cela aurait plus de sens que de voter des millions dont on ne sait pas à quoi ils correspondent " .

Outre Pierre Robin pour l'opposition de droite, ce budget sera l'occasion d'entendre s'exprimer la nouvelle diversité du conseil municipal, entre les trois groupes qui forment sa majorité (Printemps marseillais, groupe écologistes et le groupe de Samia Ghali) et les quatre autres qui campent ses oppositions (pour la droite, le groupe de Martine Vassal et celui de Lionel Royer-Perreaut, et pour l'extrême-droite, ceux de Franck Allision (RN) et de Stéphane Ravier (Reconquête)). Sans compter les multiples adjoints qui peuvent intervenir dans leur champ d'action respectif.

DEUX MILLIARDS POUR LES " PLANS ÉCOLES

Ce vendredi, le conseil municipal va valider la signature d'un méga-contrat qui l'engage sur 35 ans. L'ambition est à la hauteur du budget consacré : la société publique des écoles marseillaises (SPDEM) aura pour mission, en l'espace de huit ans, de mener à bien le " plan écoles soit réhabiliter, reconstruire ou construire 188 écoles, sur 109 sites différents, pour plus de 1,5 milliard d'euros.

En parallèle, la municipalité ambitionne de mener un " plan écoles 2, avec 400 millions d'euros de rénovations plus légères sur ses 304 autres établissements. Pour diverses raisons (notre article ci-dessous vous explique tout), l'addition totale de ces deux volets enfle donc et atteint deux milliards d'euros. De quoi donner " le vertige à l'opposition, qui s'inquiète des répercussions à venir sur l'endettement municipal.



LA MAIRIE VA GÉRER LES ARRÊTÉS D'INSALUBRITÉ

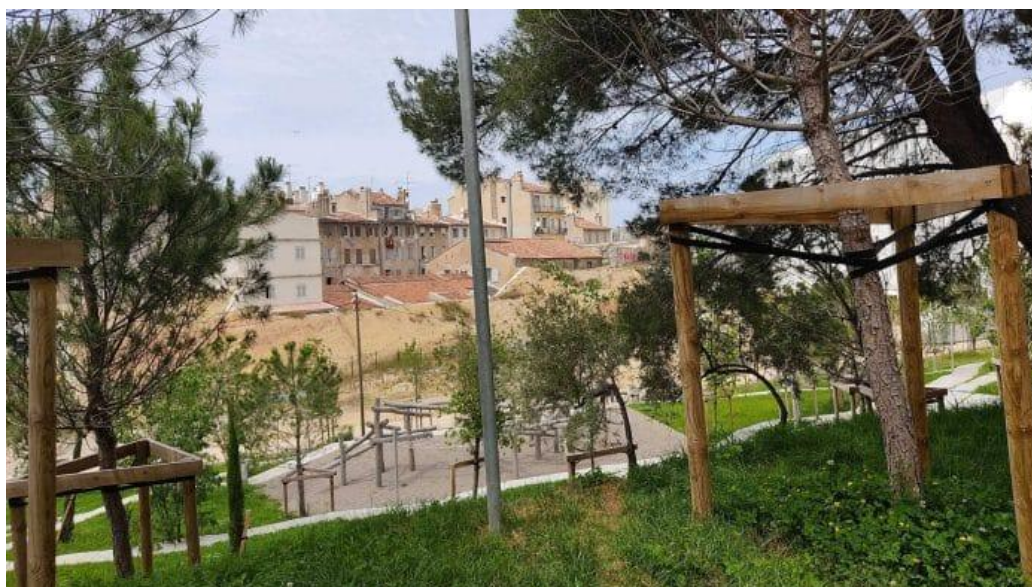
Nouvelle législation, nouvelles missions. Une ordonnance, relative à l'harmonisation et à la simplification des polices des immeubles permet désormais que les municipalités assurent l'exécution complète des arrêtés préfectoraux de traitement de l'insalubrité. L'annonce en avait été faite par le ministre du Logement, Olivier Klein en novembre dernier.

En accord avec les services de l'État, la commune de Marseille va donc assurer la préparation et l'exécution de ces arrêtés. " *La Ville prendra également en charge, en collaboration avec l'Agence régionale de santé (ARS) la préparation de la phase préalable (courrier contradictoire avant arrêté) et de la rédaction des arrêtés préfectoraux correspondants. La mise en oeuvre des astreintes administratives restera, en revanche, assurée par les services de l'État,* détaille cette délibération.

La direction municipale du logement et de la lutte contre l'habitat indigne aura la charge de la gestion des signalements, des diagnostics et du suivi. Le service hébergement et accompagnement assurera la prise en charge des occupants en cas d'interdiction d'occuper les locaux. Enfin, le service travaux d'office pourra ordonner la mise en oeuvre de travaux, en cas de défaillance des propriétaires. Cette décision fait suite à une discordance ancienne entre services de l'État et services municipaux sur ce pan conséquent de l'habitat indigne.

DES ARBRES POUR RAFRAÎCHIR LA VILLE

Des arbres partout et par milliers. C'est ce que promet l'ambitieux projet présenté ce vendredi matin au conseil municipal. Objectif affiché par l'adjointe aux espaces verts, Nassera Benmaria? Rafraîchir l'air ambiant et lutter contre [les îlots de chaleur](#), permettre la reconquête de la biodiversité, dépolluer l'atmosphère et apaiser l'espace public. Au total, ce sont 308 000 arbres et arbustes qui doivent être plantés dans la deuxième ville de France d'ici 2029. Pour ce faire, la mairie prévoit un investissement de 11,2 millions d'euros. Où ? Quand ? Comment ces " plants forestiers seront-ils plantés dans la ville ? Toutes les réponses sont dans l'article de Violette Artaud, ci-dessous.



TOUS À LA BAILLE !

Hervé Menchon, adjoint (EE-LV) chargé notamment des espaces marins littoraux, plages et équipements balnéaires, en est convaincu : " *Il faut retisser un lien avec la mer* ", dans cette ville. Entre la saturation chronique des plages, les [accès limités aux Calanques](#), les espaces [par endroits privatisés](#), atteindre les eaux de baignade n'est toujours aisé à Marseille. Raison pour laquelle l'élu défendra le lancement d'études préalables sur 2023 et 2024 visant à aménager de nouveaux passages vers la mer.

La délibération du jour ambitionne de répartir la fréquentation " *de manière équilibrée entre le Nord et le Sud* de la ville, de libérer le " trait de côte en désartificialisant le littoral, d'améliorer le confort des usagers et donc de faciliter leur accès au littoral au plus près du trait de côte. L'adjoint envisage dans un premier temps la mise en place ou la rénovation d'équipements facilitant l'accès à l'eau : petites plates-formes, échelles de bain, quais, pontons, escaliers... Devraient suivre, dans un second temps, d'autres chantiers liés à l'accessibilité, avec les Jeux Olympiques de 2024 dans le viseur.

LE TOURSKY, UN DOSSIER POLITIQUE

On pourrait potentiellement aussi se prendre le bec en majorité et opposition au moment du vote des subventions culturelles. La délibération n° 62 validera en effet le versement de 475 000 euros au théâtre Toursky, soit la moitié de l'enveloppe globale décidée cette année par la Ville. Mais ce vote actera aussi une coupe de 80 000 euros dans ces subsides. Le directeur du théâtre Richard Martin crie à la mise en danger de son lieu dont la ville est propriétaire des murs et a entamé une [nouvelle grève de la faim](#) pour s'y opposer.

Il y voit des représailles politiques après son engagement auprès de Bruno Gilles (divers droite) et une manière de tenter de le mettre dehors. " *Ils lui font payer sa présence sur ma liste alors que c'était une liste d'ouverture. Ça n'est pas correct. On aurait pu imaginer de préparer sa suite de manière plus apaisée* ", regrette de son côté Bruno Gilles, qui n'envisage toutefois pas de prendre la parole en séance sur le sujet.